

Geert Bourgeois

«Le confédéralisme serait bon pour la Wallonie également»

LES PHRASES CLÉS

«Il n'y a pas de majorité en Flandre pour un décumul intégral des mandats.»

«Mon cœur saigne quand je vois la situation de Bruxelles.»

«Theo Francken ne peut pas faire dix mètres à Bruxelles sans que les gens s'agrippent à lui pour le féliciter.»

INTERVIEW

JEAN-PAUL BOMBAERTS

La place des Martyrs à Bruxelles, siège du gouvernement flamand, est encore à moitié endormie par ce jeudi matin ensoleillé. Il est 10h et le thermomètre affiche déjà 26 degrés. Geert Bourgeois, lui, est à pied d'œuvre depuis un bon moment. Même le jour de son anniversaire, le ministre-président flamand ne s'accorde pas de jour de relâche. Comme chaque matin, son chauffeur est venu le chercher à 6 heures, à Izegem, pour prendre la route de Bruxelles. «À 66 ans, je tiens à montrer l'exemple en matière d'allongement de la carrière», sourit-il. À la veille de la fête flamande du 11 juillet, le numéro un flamand souhaite s'adresser aux francophones.

Si dans l'imagerie utilisée par la N-VA, la Belgique est composée de deux démocraties, la Flandre n'est pas pour autant indifférente au cataclysme politique qui s'est produit dans le sud du pays. «Un gouvernement de centre-droit, c'est ce qu'on peut souhaiter de mieux pour la Wallonie», estime Geert Bourgeois. Il s'étonne en revanche de la méthode employée. «Benoît Lutgen tire la prise, mais il ne la tire qu'à moitié, puisqu'il est question de faire passer encore un tas de mesures. Quand on tire la prise, il faut proposer une alternative, c'est d'ailleurs inscrit dans la loi. Aujourd'hui, on est dans une situation bizarre, un peu kafkaïenne.»

Il s'inquiète aussi de la montée du PTB. «Si l'extrême gauche parvient à confirmer les derniers sondages, ce serait une véritable disruption. Ensemble, la gauche et l'extrême gauche en Wallonie feraient près de 60% des voix. En Flandre, ces formations font moins de 30%. On est vraiment dans une configuration à deux pays.»

Le confédéralisme

La solution? Le confédéralisme. «C'est dans l'intérêt des francophones également. La Wallonie a besoin d'autres politiques que la Flandre.

La situation sur le marché de l'emploi y est très différente de celle qui prévaut en Flandre. Nous demandons d'obtenir les leviers de la fiscalité des personnes physiques, de la fiscalité des entreprises, des politiques de l'emploi, de la santé. Ce serait bon pour la Wallonie également de pouvoir disposer de ces compétences. Lorsque vous ne disposez pas des compétences fiscales pour l'argent que vous dépensez, il y a quelque chose qui ne va pas, il y a un manque de responsabilité. C'est une question de cohérence. Nous voulons également des compétences homogènes. Prenez l'emploi: imaginez-vous que nous visions le plein-emploi en Flandre en 2025. Avec la législation actuelle, ça ne peut pas marcher. Comeos souligne que nous sommes passés à côté de la création de 15.000 emplois en raison de la rigidité de notre cadre réglementaire, que ce soit en matière d'e-commerce ou de travail de nuit par exemple. Chez nous, la nuit commence à 8 heures du soir, aux Pays-Bas à minuit. Et le travail du dimanche n'est toujours pas permis. Impossible dans ces conditions d'offrir un cadre concurrentiel pour ces nouveaux secteurs.»

Geert Bourgeois décrit la situation en Flandre-Occidentale. «Jusque dans les plus petits villages, les colis sont distribués par la Poste des Pays-Bas. Ce sont autant de jobs peu qualifiés que nous perdons. C'est ahurissant, non? C'est pour quoi je plaiderai, ce 11 juillet, pour l'octroi de compétences homogènes pour les entités fédérées.»

Le communautaire ne sera donc pas absent des discours du 11 juillet. «C'est normal, c'est notre jour de fête. Nous avons digéré toutes les compétences obtenues dans la sixième réforme de l'État. Aujourd'hui, mon parti demande de nouvelles compétences. Et je ne suis pas le seul à le faire. Le patron du VDAB, Fons Leroy, demande également des leviers supplémentaires pour mener à bien les politiques de l'emploi en Flandre.»

Mayor n'est pas Bloomberg

Lors de la dernière interview qu'il avait accordée à L'Echo, le 19 mars 2016, Geert Bourgeois avait affirmé que, pour se relever, «Bruxelles a besoin d'un Michael Bloomberg». À la place, les Bruxellois ont eu Yvan Mayeur... Pour le ministre-président, «ce qui s'est passé avec le Samusocial est totalement indécent. On s'amuse social sur le dos des sans-abri.»

La Flandre est-elle pour autant à l'abri des magouilles? À Gand, il y a eu le scandale Publipart, du nom de ce holding semi-public qui octroyait des primes inconsidérées à ses gestionnaires, parmi lesquels des échevins et le bourgmestre. Geert Bourgeois confirme que le scandale Publipart est tout à fait inadmissible. Mais il tient aussi à rappeler ce que la Flandre a réalisé en matière de bonne gouvernance. «J'ai introduit sous la précédente

législature la norme dite du ministre-président qui veut qu'aucun CEO public ne peut gagner plus que le ministre-président, soit 242.723 euros brut par an. Il y a aussi le plafond de 205 euros par jeton de présence. Celui-ci est valable pour les intercommunales et, depuis plus récemment, pour les filiales des intercommunales. Parce que c'est là que se situaient les problèmes avec des personnes qui gagnaient 400 à

500.000 euros par an. Aujourd'hui, c'est fini tout ça. Nous avons aussi plafonné à 15 le nombre de personnes qui siègent dans les comités de gestion. On a ainsi supprimé un millier de mandats dans les intercommunales, un millier dans les CPAS, on a ramené de 350 à 175 le nombre de conseillers provinciaux et on a ramené de 90 à 70 le nombre d'entités régionales et en 2019, il y aura 4.000 fonctionnaires en moins.»

Le décumul intégral par contre, de l'aveu du ministre-président, n'est pas encore mûr. «Il n'y a pas de majorité pour un décumul intégral des mandats.» Reste par contre la règle du plafonnement des rémunérations à 150% de l'indemnité parlementaire. Geert Bourgeois précise au passage qu'il ne cumule pas. «J'ai lancé un jeûne au poste de bourgmestre dans ma ville d'Izegem. Mais indépendamment de cela, c'est d'abord une question de déontologie, de respect des règles et de sens éthique. Si on n'a pas cet état d'esprit, ce n'est pas la peine de faire de la politique. Lorsqu'on siège au Samusocial, on ne s'enrichit pas sur le dos des sans-abri. Ce genre d'excès ouvre la porte au populisme et nuit à la démocratie.»

Si Yvan Mayeur a poussé l'indécence vers des terrains inexplorés jusqu'ici, le président de la Chambre, Siegfried Bracke, N-VA, n'a pas été loin non plus de la démission pour sa fonction chez Telenet. Pourtant, la comparaison ne tient pas, corrige Geert Bourgeois. «Siegfried ne siégeait pas en tant que mandataire, il n'était que conseiller. Tant que cela n'entre pas en conflit avec le travail législatif, je n'y vois rien à redire. De plus, il n'a pas touché le moindre euro pour cette mission en 2016. Cette affaire a été artificiellement gonflée.»

Bruxelles mérite mieux

De son bureau niché au cœur de Bruxelles, Geert Bourgeois a tout le loisir d'observer ce qui se passe dans la capitale. Son diagnostic n'est pas tendre. «Mon cœur saigne quand je vois la situation de Bruxelles. Bruxelles ne devrait être qu'une seule entité, avec un exécutif, un CPAS, une police, même si on peut passer par des districts, comme à Anvers. La classe moyenne est en train de désertier Bruxelles pour la périphérie. Le chômage des jeunes est énorme. Cela fait des années qu'on dresse toujours le même constat. Bruxelles a besoin d'une thérapie de choc.»

Et quand les édailes bruxellois s'en prennent au survol de la ville, Geert Bourgeois

considère que cela revient à se tirer une balle dans le pied. *«C'est une attaque contre Zaventem, mais c'est aussi une attaque contre l'emploi dans la capitale. Plus de 50.000 Bruxellois travaillent actuellement en Flandre. Et d'après le VDAB, celui qui a appris le néerlandais double ses chances pour trouver du travail. Mais l'ouverture d'esprit n'y est pas. Le résultat, ce sont plusieurs générations perdues à Bruxelles.»*

Geert Bourgeois observe malgré tout une certaine prise de conscience qu'il faut changer les choses. La preuve, selon lui, avec la N-VA qui semble avoir le vent en poupe dans la capitale. Les nationalistes flamands progressent dans les sondages et le secrétaire d'État à l'immigration, Theo Francken, ne quitte plus le top 10 des personnalités les plus populaires en Belgique francophone. Un succès que Geert Bourgeois constate sur

le terrain: *«Quand je sors en rue à Bruxelles, des francophones m'interpellent et me disent: Monsieur Bourgeois, il nous faut un parti comme le vôtre à Bruxelles. Quant à Theo Francken, il ne peut pas faire dix mètres sans que les gens s'agrippent à lui pour le féliciter. Ceci prouve que la classe politique francophone n'a pas procuré à Bruxelles la gestion à laquelle elle a droit. D'où mon appel aux Bruxellois: votez N-VA!»*

Appel aux patrons wallons

Le numéro un flamand lance aussi un appel aux entrepreneurs wallons. *«Le confédéralisme serait bon pour la Wallonie également. Faites comme nous: investissez dans l'industrie, continuez à faire de bons produits et exportez-les! Et tâchez surtout de convaincre vos dirigeants politiques de la nécessité de conclure des accords commerciaux. Les blocages idéologiques sur le commerce international sont funestes*

pour un petit pays dont la production est presque entièrement destinée à l'exportation.»

Il rappelle que les Flamands exportent chaque année pour 300 milliards d'euros. Par habitant, c'est trois fois plus que les Allemands. *«Le marché domestique est très petit. Nous devons rester attractifs et compétitifs. Grâce aux gouvernements fédéral et régionaux, nous avons résorbé le handicap salarial accumulé depuis 1996. Il reste à s'attaquer au handicap de 15% qui préexistait avant 1996.»*

Dans sa région du sud de la Flandre-Occidentale, Geert Bourgeois constate tous les jours à quel point les rigidités agissent comme un frein à la croissance. *«20.000 travailleurs du nord de la France travaillent dans nos PME, très peu du Hainaut ou d'Ostende. Pourquoi? Parce qu'en France, le chômage est limité dans le temps et pas chez nous.»*

«Aujourd'hui, mon parti demande de nouvelles compétences pour la Flandre.»